

1^{ère} partie du DS : 1h

I) Mobilisation des connaissances

1- Distnguez croissance intensive et croissance extensive.

2- Montrez que le PIB est un indicateur imparfait pour mesurer le bien être d'une population.

3- Expliquez l'idée des théories de la croissance endogène.

4- Comment l'Etat peut favoriser la croissance économique ?

II) Etudes de documents

Document 1 : Après avoir présenté le document, vous analyserez l'évolution de la situation de l'économie française entre 2009 et 2011. (4 pts)

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)		En milliards d'euros
	2009	2011	2011
Produit intérieur brut (PIB)	- 3,1	1,7	1 996,6
Importations	- 9,6	4,9	594,3
Total des emplois finals	- 4,6	2,4	2 590,9
Consommation effective des ménages,	0,7	0,6	1 471,9
Consommation collective des administrations publiques	3,1	- 2,2	168,7
Formation brute de capital fixe, dont :	- 10,6	3,5	401,2
- entreprises non financières	- 13,7	5,1	213,4
- ménages	- 12,2	3,1	108,9
- administrations publiques	2,4	- 1,9	61,4
Variations de stocks (contribution à la croissance)	- 1,2	0,8	10,9
Exportations	- 12,1	5,3	538,2

Source : INSEE, comptes nationaux, base 2005.

Document 2 : Après avoir présenté le document, vous analyserez l'évolution du taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par grande zone. (4 pts)

Taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par grande zone (en %)

	1820 1870	1870 1913	1913 1950	1950 1973	1973 2011
PAYS AVANCES	1,8	2,6	3,4	4,9	2,5
PAYS EN DEVELOPPEMENT	0,4	1,6	1,0	5,3	5
<i>dont Afrique</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>2,7</i>	<i>4,8</i>	<i>3,5</i>
<i>dont Amérique Latine</i>	<i>0,8</i>	<i>4,0</i>	<i>4,0</i>	<i>5,6</i>	<i>3,1</i>
<i>dont Asie (hors Japon)</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>4,7</i>	<i>6,7</i>
MONDE	0,9	2,1	2,6	5,0	3,5

Source : A. MADDISON, *Économie mondiale, une perspective millénaire*, OCDE 2011

Correction :

1. Distinguez croissance extensive et intensive.

La croissance économique, qui est selon l'économiste François Perroux l'« augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels » c'est-à-dire le PIB (produit intérieur brut) réel, peut tout d'abord être dite extensive. Dans ce cas-là, les sources de cette croissance seront avant tout liées à une augmentation des facteurs de production, c'est-à-dire le facteur travail et le facteur capital. Par exemple, la croissance économique de la Russie dans les années 1950 est dite extensive, car elle s'explique par une évolution démographique positive qui entraîne un accroissement de la population active occupée, accroissement par ailleurs accentué par un travail des femmes plus important et un allongement de la durée légale du travail. Tout ceci contribue alors automatiquement à une augmentation du facteur travail utilisé et donc aussi à un plus grand niveau de production. Mais à plus long terme, les rendements factoriels décroissants ne peuvent expliquer le maintien d'une certaine efficacité de la combinaison productive et la croissance. En effet, dans ce cas-là, celle-ci sera alors davantage expliquée par une augmentation de la productivité globale des facteurs, c'est-à-dire le rapport entre la production et l'ensemble des facteurs de production utilisés ; la croissance est ici dite intensive. En France par exemple, dans les années 60, la croissance économique s'explique bien avant tout par une augmentation de la PGF, selon les économistes Edmond Malivaud, Jean-Jacques Dubois et Paul Carré.

2- Montrez que le PIB est un indicateur imparfait pour mesurer le bien être d'une population.. (4 pts)

• *Critères d'évaluation:*

- *définition précise des termes de la question*

- *exploitation du cours: VA, PPA, limites du PIB (notions d'externalité et d'économie souterraine notamment, autres indicateurs (IDH notamment)*

- *organisation de la réponse, expression*

L'économie étudie la façon dont les individus parviennent à satisfaire leurs besoins à partir de ressources limitées, la question de savoir quel est le niveau de vie d'une population paraît donc essentielle. Ce dernier peut se définir comme étant la quantité de biens et services qu'un individu ou un groupe social peut se procurer avec ses ressources.

Parmi les indicateurs construits par les économistes, le Produit Intérieur Brut (PIB) est le plus souvent utilisé. Il correspond à la richesse monétaire réellement créée par les agents économiques sur le territoire national. Le PIB marchand se calcule, dans l'optique de la

production, en additionnant les valeurs ajoutées (VA) réalisées par le secteur marchand (la VA mesure la richesse réellement créée par les unités marchandes correspondant à la valeur qu'elles ajoutent aux consommations intermédiaires c'est à dire à ce qu'elle achètent à d'autres agents économiques et qui est détruit ou incorporé lors de la production), le PIB non marchand correspond aux coûts de production des services non marchands. Le PIB se calcule au prix de marché, on inclut donc la TVA et les droits de douanes moins les subventions.

Pour obtenir des comparaisons internationales réalistes, on utilise la méthode PPA en s'appuyant sur un taux de change qui permet d'assurer une Parité de Pouvoir d'Achat.

A première vue, on pourrait croire que le PIB par habitant donne une indication précise du niveau de vie d'une population donnée. Pourtant, le PIB/hab comporte un certain nombre de limites qui en font un indicateur imparfait du niveau de vie.

Parmi ces limites, il y a l'ignorance d'un certain nombre d'activités comme l'économie souterraine (ce qui ne fait pas l'objet de déclaration fiscale que ce soit licite ou non comme le travail au noir ou l'activité criminelle) ou l'économie domestique ou encore le bénévolat. Or ces activités contribuent à accroître le revenu et donc le niveau de vie d'une population.

Par ailleurs, certaines activités font augmenter le PIB sans pour autant correspondre à une hausse de niveau de vie (comme celles engendrées par la maladie, les guerres, l'insécurité ou la pollution)

De plus, le PIB/hab n'est qu'une moyenne, on ignore donc l'ampleur des inégalités, et l'état de l'environnement naturel.

C'est pour ces raisons que d'autres indicateurs ont été créés pour surmonter ces limites. On peut citer l'Indicateur de Développement Humain (IDH) créé par A Sen qui prend en compte 3 critères : santé, éducation, RNB/hab. Il est clair qu'il y a une demande sociale et politique pour élaborer des indicateurs prenant mieux en compte le niveau de vie réel ou encore le bien être de la population comme en témoigne le rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi réunie à l'initiative de l'ancien président de la République.

3. Expliquez l'idée des théories de la croissance endogène.

Les modèles de croissance endogène reprennent chez Solow l'importance du progrès technique comme facteur explicatif d'une croissance économique davantage intensive, mais en « endogénéisant » ce progrès technique, c'est-à-dire en l'expliquant par la volonté (l'action) des agents économiques. Le progrès technique ne « tombe pas du ciel ».

En effet dans ces modèles, la croissance économique entraîne une augmentation des revenus distribués, et donc aussi de l'épargne. Dans ce sens, l'investissement des entreprises (qui est par définition un flux de capital) et l'investissement public augmentent eux aussi. Ceci se concrétise par une augmentation du capital de l'entreprise, sous différentes natures : le

capital technique (ensemble des biens utilisés dans le processus de production), le capital technologique (brevets, Recherche et Développement...), le capital humain (ensemble des connaissances, des compétences que possèdent les individus et par exemple acquises dans le cadre de leur formation), le capital public (infrastructures...) ou institutionnel (ensembles des institutions permettant le bon fonctionnement de l'activité économique).

Cette augmentation du capital d'une entreprise peut d'ailleurs avoir lieu sous la forme d'externalités positives (avantage tiré de l'activité d'un agent sans contrepartie monétaire), par exemple dans le cas du capital technologique accru grâce à des effets d'agglomération (pôles de compétence) et une circulation des salariés entre les entreprises. Ceci entraîne alors une augmentation de la productivité globale des facteurs, et donc de la croissance. La croissance économique est ainsi, selon ce modèle, auto-entretenu.

Les contributions à ces modèles sont sinon multiples : Paul Romer, en 1986, précise tout d'abord l'importance de l'accumulation du capital technique et technologique, permis par exemple par un développement des connaissances sur le long terme.

Robert Lucas développe à partir de 1988 un modèle de croissance endogène dans lequel le capital humain est un déterminant essentiel de la création de richesse. En effet, celui-ci, grâce par exemple à la formation, permet des gains de productivité sous forme d'externalités positives. Cette amélioration de la formation s'auto-entretient aussi par la circulation des salariés et ds effets d'agglomération.

Enfin, Robert Barro signale lui l'importance des infrastructures et du capital public au sens large (avec le capital institutionnel) dans la croissance ; il insiste sur le rôle essentiel des investissements publics et de la recherche comme permettant d'accroître aussi le capital technologique grâce à la R-D.

4. Comment l'État peut favoriser la croissance économique ?

L'État peut favoriser la croissance économique de différentes façons. Tout d'abord, il participe à la régulation de l'activité économique grâce à différentes institutions qui vont avoir pour objectif de protéger et favoriser les acteurs économiques. Par exemple, la reconnaissance de droits de propriété intellectuelle permet de protéger, selon certaines conditions, le propriétaire d'une invention et favorise alors les investissements de Recherche et Développement. Dans le même sens, le code de la consommation permet de protéger les ménages et favorise l'information sur le marché, qui diminue alors les risques de sélections adverses néfastes à l'activité économique (cf Première).

L'État peut aussi favoriser l'accumulation de capital par les entreprises, en investissant dans l'éducation et la formation, en développant des infrastructures ou en insistant mieux sur la recherche fondamentale. Respectivement, le capital humain, le capital public et le capital

technologique des entreprises va augmenter et permettre une plus grande productivité globale des facteurs.

Par ailleurs, l'État peut aussi participer à la croissance économique en produisant davantage de services non marchands, c'est-à-dire en développant les services publics.

Ceci passe alors par une augmentation de ses dépenses ; une politique budgétaire de relance est en effet aussi possible d'une manière plus large, en favorisant la consommation des ménages ou l'investissement des entreprises (baisse des impôts et augmentation des revenus de transfert). Enfin, par une politique monétaire de relance (diminution des taux d'intérêt directs), l'État peut favoriser l'investissement des entreprises en augmentant de fait leur rentabilité.

II) Etudes de documents

Document 1 : Après avoir présenté le document, vous analyserez l'évolution de la situation de l'économie française entre 2009 et 2011. (4 pts)

Critères d'évaluation:

- *présentation, lecture et définition correctes et précises des éléments du document*
- *exploitation du cours: PIB, composantes de la demande (les « moteurs » de la croissance), maîtrise des mécanismes*
- *organisation de la réponse, expression*

Le document est un tableau de l'INSEE. Il présente le PIB, l'indicateur de richesses monétaires réellement créées sur le territoire et les opérations sur biens et services au sein de l'économie française. En ligne, les données concernent les ressources (l'origine) : le PIB et les importations et les emplois (la destination) des biens et services avec la consommation, l'investissement, les dépenses de l'État, les variations des stocks et les exportations.

Les colonnes nous donnent les taux de variation (%) par rapport à l'année précédente pour les années 2009 et 2011, et leurs grandeurs en 2011 sont en milliards d'euros. Les chiffres sont en volume et en euros constants de 2005, cela signifie que l'effet de hausse provoqué par l'inflation a été annulé, il s'agit de terme réel.

A partir du document, nous pouvons analyser les différentes composantes de la croissance économique (la hausse annuelle du PIB en %) et ainsi détailler la conjoncture de l'économie française pour les années 2009 et 2011.

D'après l'équilibre emplois-ressources, le PIB dans l'optique de la dépense correspond à la somme des éléments composants la demande globale : $PIB = C + I + G + (X - M) + \Delta St$

Ainsi, la croissance s'explique par l'évolution des différentes composantes de la demande. La composante interne de la demande comprend la consommation des ménages (C), l'investissement (I) (la FBCF selon l'INSEE, correspond aux acquisitions de biens de production et aux dépenses immobilières) les dépenses publiques (G) et les exportations (X) représentant la composante externe. Le solde extérieur peut se calculer par la différence entre les exportations et les importations (X-M). La variation des stocks (Δst) correspond aux mouvements de stockage ou de déstockage des entreprises.

L'année 2009 fut marquée par une forte récession (la plus forte depuis la seconde guerre mondiale) puisque le PIB a baissé de 3,1%. Touchant tous les pays, la récession s'est traduite par une forte contraction du commerce mondial. La France a ainsi vu ses exportations baisser de 12,1% entre 2008 et 2009 (tandis qu'elle réduisait ses importations de 9,6%). L'investissement des entreprises et des ménages a également connu une chute sévère baissant respectivement de 13,7% et 12,2%. La consommation des ménages (poste représentant plus des 3/4 du PIB) s'est maintenue avec une légère hausse de 0,7%. On peut observer une hausse de 3,1% des dépenses de consommation de l'État ainsi qu'une progression de 2,4% des investissements publics. Cela illustre la politique de relance économique visant à éviter que le pays ne s'enfonce dans la dépression avec une baisse prolongée de l'activité économique et une explosion du chômage.

En 2011, la situation s'est améliorée puisque le PIB a progressé de 1,7% en volume. Toutefois la reprise reste fragile. La consommation des ménages augmente faiblement (+0,6%), les investissements sont repartis à la hausse (+5,1% pour les entreprises et 3,1% pour les ménages) tout comme les exportations (+5,3%). La situation du commerce extérieur reste cependant toujours préoccupante puisque le solde extérieur (X-M) reste largement déficitaire avec 56,1 milliards d'€ de 2005 de déficit. Cela traduit une perte de compétitivité de l'économie française. L'État confronté à la crise de la dette et à ses engagements européens a réduit ses dépenses (-2,2% pour les dépenses de consommation et -1,9% pour les investissements) menant ainsi une politique d'austérité.

Cette politique d'austérité poursuivie par la nouvelle majorité fait actuellement débat, certains économistes considérant qu'elle peut « casser » la croissance en réduisant trop fortement la demande.

Document 2 : Après avoir présenté le document, vous analyserez l'évolution du taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par grande zone. (4 pts)

• *Critères d'évaluation:*

1. - *présentation, lecture et définition correctes et précises des éléments du document*

2. - *exploitation du cours: PIB en volume, TCAM, maîtrise des mécanismes*

- *organisation de la réponse, expression*

Ce document est un tableau statistique issu d'un travail réalisé par Angus Maddison pour l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), datant de 2011 et retraçant l'évolution annuelle moyenne (en %/an en moyenne) du PIB en volume (c'est-à-dire en euros constants) sur la période 1800-2011, pour trois régions du monde.

On constate alors que sur une longue période, depuis les années 1800, le PIB ne cesse d'augmenter, et ce partout dans le monde, puisque le taux de croissance annuel moyen (TCAM) est toujours positif.

Avec cela, on observe aussi des périodes de croissance forte par exemple pendant les 30 Glorieuses (1945-1975), puis un ralentissement ; le pic de croissance est alors atteint, pour les pays avancés avec un taux de croissance de 4,9% par an en moyenne, environ 5,3% par an en moyenne pour les pays en développement.

Sur la période récente, les pays avancés connaissent un taux de croissance annuel moyen assez limité, alors que les pays en développement semblent d'une manière générale moins confrontés à une forme de ralentissement économique.